

Élections en Bosnie-Herzégovine : statu quo ou
dérapiage en vue?

Par Geneviève Parent

Page 1

Nouvelles et annonces

Page 10

Bulletin

FrancoPaix

Vol. 3, no 8 | Octobre 2018

Élections en Bosnie-Herzégovine : statu quo ou dérapage en vue?

Par Geneviève Parent

Résumé exécutif

- Les accords de Dayton (1995) ont mis un terme aux combats en Bosnie-Herzégovine (BiH) mais ils ont aussi établi un système de gouvernance extrêmement complexe.
- Ces accords ont créé les bases de la crise politique perpétuelle en Bosnie-Herzégovine en institutionnalisant des divisions ethniques profondément ancrées qui monopolisent les processus de prise de décision à tous les niveaux de la société.
- Plusieurs facteurs fragilisent la BiH tels la situation socio-économique et politique instable, les discours xénophobes des dirigeants politiques nationalistes qui s'intensifient, ainsi que les tensions intergroupes et intragroupes croissantes. De plus, le taux de chômage chez les jeunes, avoisinant les 55.42%, est particulièrement alarmant.
- Dans ce contexte, la durabilité de la paix reposant sur près de vingt années d'interventions internationales est en jeu. Récemment, à l'aube des élections générales du 7 octobre 2018, les discours nationalistes se sont enflammés.
- Dans le cadre d'un jeu géopolitique résultant de tensions

entre l'UE, l'OTAN et la Russie, des acteurs antagonistes locaux semblent agir de concert pour la dissolution de la BiH.

- Le 7 octobre 2018, les électeurs voteront pour désigner des représentants à différents échelons de ce système de gouvernance complexe dans lequel les questions de représentativité font l'objet de luttes profondes. Les résultats des élections et même la formation de nouveaux gouvernements à tous les niveaux restent incertains. La crise actuelle de la loi électorale est un facteur considérable de cette incertitude.

La guerre en Bosnie-Herzégovine (BiH) a eu lieu du 6 avril 1992 au 14 décembre 1995. Durant cette période, plus de 100 000 personnes ont été tuées et 1,8 million déplacées. La guerre s'est officiellement terminée par la ratification des accords de Dayton en 1995. Deux entités ont été créées par les accord de Dayton: la Fédération de la Bosnie-Herzégovine (couvrant 51% de la superficie de la Bosnie-Herzégovine) et la Republika Srpska (couvrant 49% de la superficie de la Bosnie-Herzégovine). Autrement dit, la Bosnie-Herzégovine



« Le pays est gouverné par une présidence tripartite directement élue. Les trois membres de la présidence sont issus des trois nations constitutives (Bosniaques, Croates et Serbes). Les candidats sont « autodéfinis », c'est-à-dire qu'ils doivent s'être identifiés en tant que Bosniaque, Serbe ou Croate et ne doivent revendiquer qu'une seule identité. »

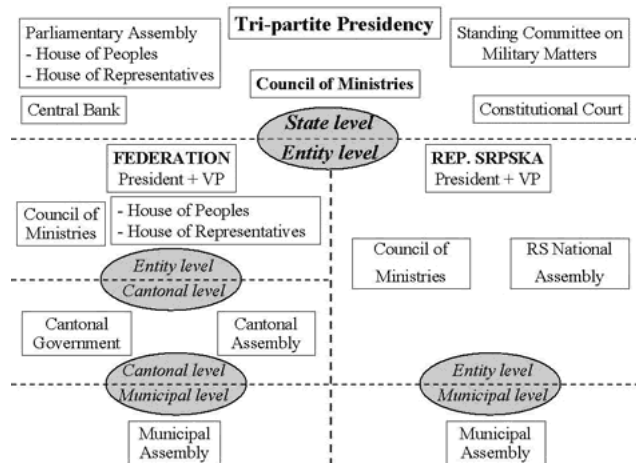
govine est administrativement divisée entre ces deux entités. Le district de Brčko, une unité administrative autonome multiethnique, fait officiellement partie des deux entités. La structure du système politique de la Bosnie-Herzégovine est décrite dans sa constitution en annexe 4 des accords de Dayton. Les accords de Dayton ont mis un terme aux combats mais ils ont aussi établi un système de gouvernance extrêmement complexe. Aujourd'hui, la BiH n'est pas seulement une société divisée selon les accords de Dayton, elle est également socialement et ethniquement divisée. La rhétorique des politiciens ethnonationalistes s'intensifie, visant ainsi l'accroissement des conflits entre et au sein des groupes ethniques. Dans ce contexte, la durabilité de la paix reposant sur près de vingt années d'interventions internationales est en jeu. Récemment, à l'aube des élections générales du 7 octobre 2018, les discours nationalistes se sont enflammés. Cet article, basé sur une recherche de terrain qui a débuté en 2011,¹ tentera d'abord de clarifier le contexte de ces élections. Nous aborderons en première partie la complexité du système politique de la Bosnie-Herzégovine, puis les problèmes que cette complexité génère, et enfin dans quelle mesure la communauté internationale doit se préoccuper de ces élections prochaines.

Contexte : un système politique complexe, une société en difficulté

En 1991, la Bosnie-Herzégovine était encore l'une des six républiques constitutives de la Yougoslavie. La République fédérale socialiste de Yougoslavie (RFSY) était composée de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie (comprenant les régions autonomes Voïvodine et Kosovo), du Monténégro, de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine. La RFSY comprenait de nombreux groupes ethniques dont les Serbes chrétiens orthodoxes, les Bosniaques musulmans, les Croates catholiques et les Albanais musulmans. Elle a pris fin lorsque la Slovénie et la Croatie ont déclaré leur indépendance en 1991. La Slovénie a connu une guerre de dix jours alors que la Croatie a souffert du nettoyage ethnique des Croates et des non-Serbes. En 1992, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine ont également déclaré leur indépendance. Appuyés par l'Armée populaire yougoslave et la Serbie, les Serbes de la Bosnie-Herzégovine proclament la création de la République serbe de Bosnie. Par la suite, les Croates de la Bosnie proclament également la création de leur propre république avec l'appui de la Croatie.

Les accords de Dayton ont créé les bases de la crise politique perpétuelle en Bosnie-Herzégovine en institutionnalisant des divisions ethniques profondément ancrées qui monopolisent les processus de prise de décision à tous les niveaux de la société. La structure politique est régie par le consensus des élites politiques des trois groupes ethniques, à savoir les Bosniaques, les Croates et les Serbes. L'absence d'un tel consensus conduit à une inertie perpétuelle du processus de décision politique : un cadre institutionnel défaillant qui a conduit à un « système faible, complexe et alambiqué ».²

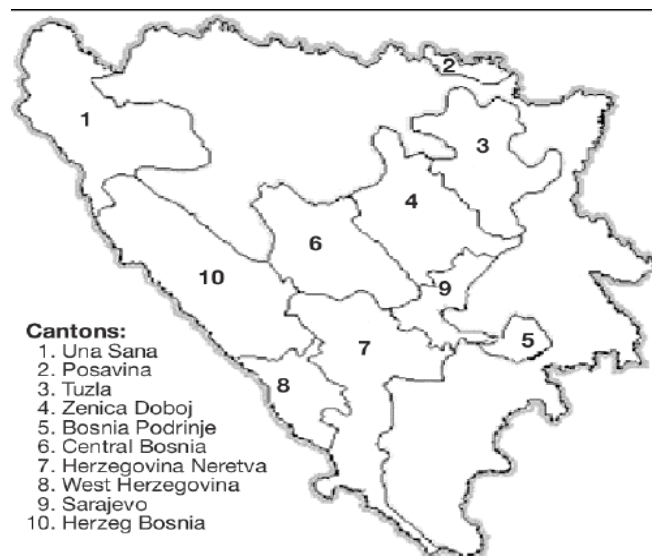
Le pays est gouverné par une présidence tripartite directement élue. Les trois membres de la présidence sont issus des trois nations constitutives (Bosniaques, Croates, et Serbes). Les candidats sont « autodéfinis », c'est-à-dire qu'ils doivent s'être identifiés en tant que Bosniaque, Serbe ou Croate et ne doivent revendiquer qu'une seule identité.³ Chaque membre est élu séparément par majorité relative. Selon le recensement de 2013, la Fédération de la Bosnie-Herzégovine a une population de 2 219 220 habitants dont 70.4% sont bosniaques, 22.4% croates, 2.5% serbes et 4.6% « autres ». La catégorie « autres » comprend les minorités et les individus qui ne s'identifient pas à l'une des trois nations constitutives. La Republika Srpska compte 1 228 423 habitants, dont 81.5% sont serbes, 14% bosniaques et 2.4% croates. 2,2% des habitants sont classés dans la catégorie « autres ».



Source : Secretariat of the International Peace Cooperation Headquarters (2014). Electoral Structures in Bosnia and Herzegovina. http://www.pko.go.jp/pko_e/result/bosnia/bosnia02.html

L'Assemblée parlementaire de la BiH comprend une Chambre des représentants et une Chambre des peuples. Les 42 membres de la première sont élus par un système de représentation proportionnelle. Elle comprend 28 membres de la Fédération et 14 de la Republika Srpska. Les 15 membres de la Chambre des peuples sont élus in-

directement par les parlements des entités. Les deux tiers des membres de la Chambre des peuples proviennent de la Fédération (cinq Bosniaques et cinq Croates) et un tiers de la Republika Srpska (cinq Serbes). La Fédération de la Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska ont une autonomie significative. La Fédération de Bosnie-Herzégovine dispose d'une chambre de représentants de 98 membres directement élus par les citoyens. La Republika Srpska compte une assemblée nationale de 83 membres. La Fédération de Bosnie-Herzégovine est divisée en 10 cantons. Chaque canton a son propre gouvernement administratif et une autonomie relative sur les questions locales telles que les soins de santé et l'éducation.



Source: https://www.researchgate.net/figure/Map-of-cantons-in-Bosnia-and-Herzegovina-Federation-FBH_fig1_6488266

Les élections en octobre 2018

Plusieurs partis bosniaques espèrent un pays plus centralisé, les partis croates aspirent à une troisième entité et la Republika Srpska vise, au minimum, une plus grande autonomie.⁴ Dans ce contexte, la loi électorale et les questions subséquentes de la représentativité du système électoral cristallisent les tensions politiques en BiH. En décembre 2016, la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a statué en faveur d'une plainte déposée par le Croate bosnien Božo Ljubić du parti « Union démocratique croate 1990 » (en croate : Hrvatska Demokratska Zajednica 1990, HDZ-1990), qui était alors président de la Chambre des représentants de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine. Božo Ljubić a quitté le parti HDZ-1990 en 2014 et a donné son appui à un autre parti, l'« Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ BiH) » aux élections générales de 2014.

La Cour a ainsi statué que l'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine devait modifier la loi électorale afin que les délégués de la Chambre des peuples, aux niveaux de la Bosnie-Herzégovine (État) et de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine (entité), ainsi que les membres de la présidence (*tri-partite presidency*), dans le but qu'ils « représentent de manière légitime les peuples constituants ».⁵ L'Assemblée parlementaire disposait d'un délai de six mois. Les partis croates (notamment, HDZ BiH) ont proposé de nouvelles circonscriptions électorales découpées sur une base ethnique. Cette proposition permettrait aux Croates de voter exclusivement pour les représentants de leur propre communauté à tous les niveaux de gouvernance, y compris la présidence. Or, tel qu'expliqué par Majda Ruge, les quatre cantons de l'Herzégovine et de la Posavina, partageant une frontière avec la Croatie.⁶ Ces cantons sont plus homogènes et regroupent les deux tiers des Croates de la Bosnie-Herzégovine. Les six cantons restants, s'étendant à travers la Bosnie centrale, sont plus multiethniques et regroupent le tiers des Croates. Selon l'auteure, les Croates de milieux multiethniques tendent à soutenir l'unité de la Bosnie-Herzégovine. Ruge souligne le point suivant:

Poussant pour une interprétation maximaliste d'une décision de la Cour constitutionnelle sur la loi électorale dans l'entité croato-bosniaque (FBiH), le HDZ BiH poursuit une stratégie à deux volets dont le but ultime est de consolider le pouvoir dans différentes institutions et niveaux de gouvernement.⁷

Les partis bosniaques s'y sont opposés avec fermeté en invoquant « la clause des intérêts nationaux fondamentaux ».⁸ Le 8 mai 2017, la Cour a statué que les intérêts des Bosniaques n'avaient pas été endommagés (le cas Čolak).⁹ Le délai de six mois dont l'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine disposait pour modifier la loi électorale avait été dépassé. La Cour a donc éliminé les dispositions jugées comme étant inconstitutionnelles en juillet 2017.¹⁰ La date limite pour amender la loi électorale était fixée au 8 mai 2018, date du déclenchement des élections par la commission centrale des élections.¹¹ Cependant, ces dispositions n'ont toujours pas été remplacées. Or, celles-ci sont nécessaires pour que s'effectue l'élection des délégués à la Chambre des peuples de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine. De plus, sans la Chambre des peuples, il n'y aura ni l'élection du président et des vice-présidents de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine ni l'élection des délégués croates et bosniaques à la Chambre des peuples de l'Assemblée parlementaire (niveau étatique de la Bosnie-Herzégovine).¹²

Les ambassadeurs de l'Union européenne et des États-Unis qui agissaient en tant que facilitateurs entre les parties ne sont toujours pas parvenus à une entente. Dans ce cadre, les partis politiques de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine ont accepté que la Commission de Venise, un organe consultatif du Conseil de l'Europe composé d'experts indépendants dans le domaine du droit constitutionnel, soit formellement invitée par l'Union européenne pour assister à une série de rencontres visant la question de la loi électorale.¹³ Au mois de juin 2018, cinq partis politiques bosniaques et croates¹⁴ se sont réunis pour rédiger une proposition. Cette proposition prévoit des unités électorales géographiques et définit le nombre de mandats au sein du parlement de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine. Le principal parti croate de la Bosnie-Herzégovine (HDZ BiH) n'a pas participé à ces discussions. De plus, les représentants du HDZ BiH et ceux du HDZ-1990 ont boycotté les récentes sessions de la Chambre des représentants de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine à cause de ce projet de loi.¹⁵ Jozo Bagarić du HDZ BiH avertit que son parti utilisera le « mécanisme d'intérêt national vital »¹⁶ soit une mesure qui peut empêcher tout processus que les représentants d'un groupe ethnique considèrent comme portant atteinte à leur intérêt national vital.¹⁷ Plusieurs experts craignent que la Bosnie-Herzégovine entre dans une nouvelle crise (administration étatique non fonctionnelle, flux financiers bloqués...) si le problème n'est pas réglé. Sans amendements à la loi électorale, la mise en œuvre des résultats du 7 octobre 2018 sera difficile puisque le mandat de l'Assemblée parlementaire prendra fin et qu'il y aura ainsi moins d'options. Seuls la Commission électorale centrale et le Haut Représentant de la Bosnie-Herzégovine auront le pouvoir légal de modifier la loi.¹⁸

Un risque de désintégration ?

Les Bosniaques craignent que les efforts des Croates nationalistes mènent à la création d'une troisième entité,¹⁹ ce qui provoquerait la désintégration de la Bosnie-Herzégovine. C'est d'ailleurs une question qui a été posée récemment au chef de l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine, HDZ BiH, Dragan Cović, qui est également le membre croate de la présidence de la Bosnie-Herzégovine. Cović a souligné que la Bosnie-Herzégovine est sa patrie et qu'il cherche à la solidifier et non à la diviser. Il ajoute qu'il est convaincu que les résultats des élections d'octobre pourront être mis en œuvre.²⁰ Or, ces changements, en plus d'obstruer les droits démocratiques des habitants de la Fédération, violent la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) en ne permettant pas aux minorités (juifs, roma) d'accéder aux postes politiques de haut niveau (pré-

sident, législateur de la Chambre des peuples). De plus, ceci consoliderait davantage les divisions ethniques et minerait les chances d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne.

Dans le cadre d'un jeu géopolitique, des acteurs pourtant antagonistes semblent agir de concert pour la dissolution de la BiH. Dragan Cović de HDZ BiH, qui défend la création d'une troisième entité croate, semble tout de même appuyer l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne et à l'OTAN. Mais cet agenda nationaliste et séparatiste pourrait faire le jeu de la Russie dans ses velléités d'éviter une adhésion de la BiH à l'UE et l'OTAN. Le président de la Republika Srpska, Milorad Dodik (SNSD)²¹, plaide, lui, pour l'indépendance de son entité. Milorad Dodik est un allié de Vladimir Poutine²² qui est contre l'adhésion de la BiH à l'Union européenne et à l'OTAN. En outre, le parti de Dodik obstrue le processus d'adhésion de la BiH à l'OTAN en empêchant la conversion des installations militaires du pays en propriété d'État plutôt qu'en propriété de deux sous-états.²³ Autrement dit, la Bosnie-Herzégovine doit démontrer qu'elle contrôle ses forces armées, un problème qui préoccupe les alliés de l'OTAN. Cette conversion constitue la condition que la Bosnie-Herzégovine doit satisfaire afin d'activer le *Bosnia's Membership Action Plan* qui représente une étape essentielle pour son adhésion à l'OTAN.²⁴

Des tensions nationales et des luttes d'influence internationales

Le 7 octobre 2018, les électeurs voteront pour la présidence des trois nations constitutives, la Chambre des représentants (niveau étatique), l'Assemblée nationale de la Republika Srpska, la Chambre des représentants de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine (majoritairement bosniaque et croate), ainsi que pour les assemblées des dix cantons de la Fédération de la Bosnie-Herzégovine et du district de Brčko. Les résultats des élections et même la formation de nouveaux gouvernements à tous les niveaux restent incertains. La crise actuelle de la loi électorale est un facteur considérable de cette incertitude.

Malgré l'incertitude, peu croient que les élections apporteront des changements notables (corruption, réforme de l'administration publique, indépendance du système judiciaire, protection des droits humains, etc.) puisque le statu quo est avantageux pour les dirigeants politiques. Or, ce statu quo n'est pas soutenable à long terme. En effet, plusieurs facteurs fragilisent la BiH tels la situation socio-économique et politique instable, les discours xénophobes des dirigeants politiques nationalistes qui s'intensifient, ainsi que les tensions intergroupes et intragroupes croissantes.

De plus, le taux de chômage chez les jeunes, avoisinant les 55.42%²⁵, est particulièrement alarmant.

Une situation socio-économique difficile

Les structures administratives complexes et les nombreuses couches de décision de l'appareil gouvernemental sont extrêmement coûteuses en Bosnie-Herzégovine.²⁶ Damir Mehmedbašić indique que « les salaires dans l'administration publique et les dépenses matérielles de l'administration représentent à eux seuls 60% de toutes les dépenses publiques ».²⁷ Une étude réalisée par le centre de recherche et d'études du GEA en 2013 montre que les députés au BiH, avec des salaires de 600% de la moyenne nationale, sont les fonctionnaires les mieux payés en Europe relativement à la population générale.²⁸ Aussi, un rapport du Centre de recherche du Congrès souligne que 87% des citoyens ont déclaré que le pays s'engageait dans la mauvaise voie et seulement 12% affirmaient que leur vie s'était améliorée au cours des quatre dernières années. Le niveau de vie reste bas pour beaucoup de Bosniaques et le chômage reste un problème grave.²⁹

Le taux de chômage moyen entre 2007 et 2018 au BiH s'élevait à 42,39%. Par ailleurs, plusieurs sondages dont celui d'Analitika (2015) indiquent que les citoyens de la BiH ne font pas confiance aux institutions gouvernementales ni aux partis politiques.^{30,31}

Un tel environnement incite fortement les jeunes à quitter le pays.³² Une étude, réalisée en 2012 dans le cadre du programme des Nations unies d'employabilité et de rétention des jeunes, indique qu'environ 60% des jeunes sont sans emploi et que plus de 50% quitteraient le pays s'ils en avaient la possibilité.³³

Un autre facteur préoccupant est l'achat de nouvelles armes (2500 fusils automatiques) pour la police de la Republika Srpska ainsi que l'ouverture d'un nouveau centre de formation de la police où des spécialistes russes dirigeront la formation.³⁴ Milorad Dodik explique que ces armes serviront à maintenir l'ordre ainsi qu'à traquer les terroristes se trouvant sur son entité: « C'est une action entièrement légitime et nous n'avons rien à cacher... Pendant 20 ans, nous n'avons pas le droit d'équiper la police, maintenant nous avons décidé de le faire ».³⁵ Rappelons aussi que Milorad Dodik envisage toujours un référendum pour l'indépendance de la Republika Srpska.

De plus, l'Union européenne et l'OTAN qui étaient censées aider à préserver la paix en Bosnie-Herzégovine sont davantage préoccupées par les affaires internes (immigration, Brexit) ou d'autres conflits. Il ne semble pas exister de plan européen pour répondre à l'influence de la Russie (ou celle de la Turquie). Par contre, au cours d'un débat qui a eu lieu le 7 novembre 2017, les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies, ont réautorisé le maintien de la force multinationale de stabilisation de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUFOR ALTHEA, Résolution 2384

(2017)).³⁶ Il y a aussi l'exercice « Quick Response 2018 » qui a officiellement débuté le 3 septembre 2018. « Quick Response 2018 » cherche à mettre en pratique la capacité de l'EUFOR à faire appel à des forces de réserve pour renforcer et maintenir la sécurité en appuyant les autorités locales, les forces de l'ordre et les forces armées de la Bosnie-Herzégovine.³⁷

Au cours d'une réunion du Conseil de sécurité le 13 novembre 2012, le Haut Représentant de la communauté internationale pour la Bosnie-Herzégovine qui est aussi le Représentant spécial de l'UE, Valentin Inzko, a noté que « l'inertie politique » doit cesser et que les dirigeants politiques doivent « mettre les besoins du pays et de ses citoyens au-dessus de leurs propres intérêts »³⁸. En mai 2018, au cours d'une autre réunion du Conseil de sécurité, Inzko a partagé son inquiétude par rapport à l'escalade « irresponsable » et « incendiaire » de la rhétorique des dirigeants politiques en BiH qui défie les bases des accords de paix de Dayton.³⁹ Il met aussi en relief la division de la société, les risques accrus associés au nationalisme et à l'extrémisme, ainsi que la stagnation socio-économique croissante.⁴⁰ Un certain nombre d'auteurs tel que Spitka ont soulevé que les accords de Dayton ont mis fin à la violence militaire mais qu'ils ont aussi consolidé les divisions en Bosnie-Herzégovine entre les trois identités ethniques.⁴¹ La loi électorale fait partie d'une crise politique créée et perpétuée par plusieurs problèmes importants en Bosnie-Herzégovine, y compris l'échec de l'élaboration d'une nouvelle constitution. Tel que remarqué par Martin Raguz, un délégué à la Chambre des peuples : « certains des plus hauts responsables européens qui sont venus récemment en Bosnie (...) concluent que les peuples se distancient de plus en plus, qu'ils ne construisent pas de relations entre eux et ne travaillent pas sur l'avenir européen de la Bosnie ».⁴²

Un tel contexte inquiète les interviewés qui ont participé à nos recherches. Tel que mentionné par ce participant : « la situation est pire que dans les années 90. Le langage utilisé contre l'Autre et la peur de l'Autre sont beaucoup plus intenses ». Ce propos met en relief une différence importante entre aujourd'hui et la période précédant la guerre des années 1990 : la forte présence du Nous contre Eux, mettant une pression sur les membres d'un même groupe à ne pas être dissident. Dans un contexte où l'affiliation à un parti politique fait la différence entre « vivre » et « survivre » (permettant l'accès à de bons emplois, aux bénéfices sociaux), le choix de se dégager de son groupe peut s'avérer difficile. L'absence de confiance qui règne en Bosnie-Herzégovine est un facteur de risque au conflit qui ne peut être ignoré. Compte tenu des circonstances actuelles,

il n'est guère surprenant que les jeunes désirent quitter la Bosnie-Herzégovine, cherchant un avenir plus prometteur pour eux et leurs enfants.

Conclusion

Plusieurs partis bosniaques espèrent un pays plus centralisé, les partis croates aspirent à une troisième entité et la Republika Srpska vise, au minimum, une plus grande autonomie.⁴³ Les débats nationalistes influencent la situation politique et économique de la BiH et affectent gravement les conditions de vie de sa population.⁴⁴ Or, divers acteurs tels les dirigeants politiques nationalistes bénéficient de cette situation et cherchent à la maintenir. Pour les élections, il est important que la communauté internationale soit présente et prête à agir afin de prévenir ou minimiser les violations des droits humains qui pourraient être perpétrées. Les médias ont aussi un rôle à jouer en mettant en lumière les discriminations pouvant dégénérer en violence ainsi que ceux qui en sont responsables. Une pression accrue exercée par la communauté internationale sur les décideurs politiques pourrait les influencer pour qu'ils agissent de manière plus responsable pour les intérêts communs de l'ensemble de la population plutôt que de chercher à privilégier les intérêts nationalistes. Ces derniers maintiennent et nourrissent les problèmes socio-économiques et politiques affligeant la Bosnie-Herzégovine.

Geneviève Parent est professeure agrégée à l'Université Saint-Paul, Ottawa, Canada.

1 Une analyse de données provenant d'entrevues en profondeur auprès de plus de 100 victimes de guerre a été effectuée par la chercheuse au cours d'un certain nombre d'études de terrain réalisées en Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie. La chercheuse se concentre sur le cas de la Bosnie-Herzégovine depuis 2014. Les répondants étaient âgés entre 18 et 45 ans (approximativement). Les personnes interviewées ont été recrutées par l'intermédiaire de l'échantillonnage boule de neige. Une entrevue non directive a été privilégiée mais la forme semi-directive a été la plus utilisée. Un traducteur ou une traductrice a été nécessaire pour la majorité des entrevues.

2 Traduction libre. Tine Mavrikos-Amadou, 2015, « Leader-dominated ethnic parties and dysfunctional institutional Design in Bosnia-Herzegovina and Kosovo », In Soeren Keil and Valery Perry (eds.), *State-Building and Democratization in Bosnia and Herzegovina* (Farham: Ashgate), p. 176.

3 Il est à noter que les citoyens de la Bosnie-Herzégovine devaient choisir leur identité lors du recensement en 2013 (Bosniaque, Serbe, Croate ou autres).

4 Albert Nardelli et al, « Bosnia and Herzegovina: The world's most complicated system of government? », 2014, The Guardian, <https://www.theguardian.com/news/datablog/2014/oct/08/bosnia-herzegovina-elections-the-worlds-most-complicated-system-of-government>.

5 Traduction libre. IDPI (Institute for Social and Political Research), « BiH Election Reform and the Key Provisions of the Constitutional Court Court's Ljubić and Čolak Cases », 2018, <http://www.en.idpi.ba/wp-content/uploads/2018/04/IDPI-Merits-of-the-Court-Rulings.pdf>

6 Majda Ruge, «The electoral crisis in Bosnia and Herzegovina», Atlantic Council, March 18, 2018, <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/the-electoral-crisis-in-bosnia-and-herzegovina>

7 Majda Ruge, 2018.

8 Traduction libre. Institute for Social and Political Research, 2018.

9 Institute for Social and Political Research, 2018.

10 Security Council Report, « Europe: Bosnia and Herzegovina », Monthly Forecast », May 2018,

https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2018-05/bosnia_and_herzegovina_11.php?print=true

11 Institute for Social and Political Research, 2018.

12 Security Council Report, 2018.

13 N1 Sarajevo, «Talks on the election reform heading in right direction,» N1 English, June 05, 2018, <http://ba.n1info.com/a264713/English/NEWS/Talks-on-the-election-reform-heading-in-right-direction.html>.

14 Democratic Action Party (SDA), the Union for a Better Future (SBB), the Social Democratic Party (SDP), the Democratic Front (DF) and Our Party (Nasa Stranka).

15 N1 Sarajevo, «FBiH Parliamentarian: Proposed Law does not hurt anybody,» N1 English, July 18, 2018, <http://ba.n1info.com/a273772/English/NEWS/FBiH-Parliamentarian-Proposed-Law-does-not-hurt-anybody.html>

16 Traduction libre N1 Sarajevo, July 18, 2018.

17 N1 Sarajevo, July 18, 2018.

18 Danijel Kovačević, « Emigration Damages Bosnia's Economic Growth Prospects », Balkan Insight, February 20, 2018, <http://www.balkaninsight.com/en/article/imf-reduced-bosnian-growth-forecast-due-to-population-migration-02-20-2018>.

19 Maja Zuvela, Daria Sito-Sucic et Gareth Jones « Bosnia making military progress in Nato-bid alliance general », Reuters, November 14, 2017. <https://www.reuters.com/article/us-bosnia-nato/bosnia-making-military-progress-in-nato-bid-alliance-general-idUSKBN1DE246>

20 L'article rapportant l'information a été publié le 24 juillet 2018. N1 Sarajevo, « Cović: We caused great harm to Bosnia », Balkan Insight, July 24, 2018. <http://ba.n1info.com/a274881/English/NEWS/Covic-We-caused-great-harm-to-Bosnia.html>

21 Et... Milorad Dodik aussi (avec Cović). Plusieurs exemples dont un récent en lien avec la construction du pont Peljesak. Pour plus de détails lire le lien suivant : N1 Sarajevo, « A bridge further divides Bosnia' Presidensy members », N1 English, August 1, 2018, <http://ba.n1info.com/a276714/English/NEWS/A-bridge-further-divides-Bosnia-s-Presidency-members.html>

22 À titre d'exemple, voir SRN, « Dodik : Cooperation between Sprska and Russia in all areas », The Sprska Times, April 25, 2018, <http://thesrpskatimes.com/dodik-cooperation-between-srpska-and-russia-in-all-areas/>

23 Zuvela, Sito-Sucic, Jones, 2017.

24 NATO, « Bosnia and Herzegovina and membership action plan », NATO News, April 22, 2010, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_62811.htm

25 Statista, « Bosnia and Herzegovina: Youth unemployment rate from 2007 to 2017. 2018 », <https://www.statista.com/statistics/811689/youth-unemployment-rate-in-bosnia-and-herzegovina/>.

Le taux de chômage, dans un pays où les statistiques sont variables et où le marché du travail est non fonctionnel et significativement affecté par l'économie grise, ne peut être qu'estimé. Pour plus de détails, consulter Geneviève Parent, « Local Peacebuilding, Trauma, and Empowerment in Bosnia-Herzegovina. Peace and Change: A Journal of Peace Research », 2016, 41(4): 510-538.

26 Soeren Keil, «Building a federation within a federation: The curious case of the Federation of Bosnia and Herzegovina,» L'Europe en Formation 3, no.369, 2013, pp.114-125; Entrevue avec Sanel Huskić de Valerie Zabriskie, «Bosnia: The missing billions,» Euro news, July 09, 2010, <http://www.euronews.com/2010/07/09/bosnia-the-missing-billions/>.

27 Traduction libre. Elvira M. Jukić, «Bosnia's Bloated Bureaucracy is Consuming Cash,» Balkan insight, February 17, 2014, <http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-s-bloated-bureaucracy-is-consuming-cash>

28 Centar za istraživanja i studije GEA (2013), Plate poslanika i delegata u parlamentu BiH bez premca u Evropi, https://www.gea.ba/wp-content/uploads/2015/03/anali-za_poslanickih_primanja_u_bih.pdf

29 Traduction libre. Steven Woehrel, Bosnia and Herzegovina: Current Issues and U.S. Policy, January 24 (USA: Congressional Research Service, 2013), p.5-6.

30 Analitika, «Survey results: The trend of citizens' distrust in political parties and institutions in Bosnia and Herzegovina continues,» Analitika Center for Social Research, December 2015, http://www.analitika.ba/sites/default/files/publikacije/povjerenja_gradana_u_vlast_eng.pdf

31 Trading Economics, Bosnia and Herzegovina Unemployment rate, 2018, <https://tradingeconomics.com/bosnia-and-herzegovina/unemployment-rate>

32 Velma Šarić et Elizabeth D. Herman, «Why Bosnia has the world's highest youth unemployment rate,» Global Post, October 9, 2014, <https://www.pri.org/stories/2014-10-09/why-bosnia-has-worlds-highest-youth-unemployment-rate>

33 MDGF, Voices of youth: Survey on youth in BiH, MDG Achievement Fund: Sarajevo, 2012, http://www.un.ba/upload/documents/VoY%20ENG_web.pdf.

34 Julian Borger, « Arms shipment to Bosnian Serbs stokes EU fears », The Guardian, February 13, 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/13/bosnian-serb-police-arms-purchase-stokes-eu-fears>.

35 Traduction libre. Nicolas Waller, « Russian-made arms shipment to Bosnian Serbs ends out alarms », New Europe, February 16, 2018, <https://www.neweurope.eu/article/russian-made-arms-shipment-bosnian-serbs-sends-alarms/>

36 Security Council Report, 2018.

37 N1 Sarajevo, « EUFOR's Quick Response military exercise takes off », N1 English, September 03, 2018, <http://ba.n1info.com/a282572/English/NEWS/EUFOR-s-Quick-Response-military-exercise-kicks-off.html>.

38 Traduction libre. United Kingdom Mission to the United Nations, « Bosnia and Herzegovina's leaders need to help their own citizens towards a positive future », UK Mission to the United Nations, November 13, 2012, <http://web.archive.nationalarchives.gov.uk/20130217073211/http://ukun.fco.gov.uk/en/news/?view=PressS&id=834903082>

39 Traduction libre. ReliefWeb, « With Election Date Set, High Representative for Bosnia and Herzegovina Tells Security Council of Rise in Divisive Nationalist Rhetoric », May 18, 2018, <https://reliefweb.int/report/bosnia-and-herzegovina/election-date-set-high-representative-bosnia-and-herzegovina-tells>

40 ReliefWeb, 2018.

41 Timea Spitka, International Intervention, Identity and Conflict Transformation, 2015, New York: Routledge.

42 N1 Sarajevo, « Croatian President angers DF and SDP

officials », N1 English, July 29, 2018, <http://ba.n1info.com/a276034/English/NEWS/Croatian-President-angers-DF-and-SDP-officials.html>

43 Albert Nardelli, Denis Dzidic and Jukic, « Bosnia and Herzegovina: The world's most complicated system of government? », Reuters, October 8, 2014, <https://www.theguardian.com/news/datablog/2014/oct/08/bosnia-herzegovina-elections-the-worlds-most-complicated-system-of-government>

44 Saša Gavrić, Damir Banović, et Marinha Barreiro, The Political System of Bosnia and Herzegovina: Institutions – Actors – Processes. Sarajevo: BH Politics, 2013, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2989799.



Nouvelles et annonces

- Daniel Eizenga a présenté les résultats d'un projet de recherche collaboratif (avec Remadji Hoinathy), intitulé « La laïcité et l'éducation supérieure au Tchad : leçons pour les politiques et la pratique de la lutte/prévention contre l'extrémisme violent » au *United States Institute of Peace* de Washington D.C. aux États-Unis, le 20 septembre dans le cadre du [Resolve Network 2018 Global Forum](#). Il a aussi présenté « Changement climatique, migration et croissance démographique au Liptako-Gourma » dans un panel sur le thème « Promouvoir la paix dans le domaine de l'environnement malgré la menace du changement climatique sur la gestion équitable des ressources naturelles » organisé par l'organisation IMPACT à Ottawa le 25 septembre.
- Niagalé Bagayoko a co-publié un article dans la revue *Afrique Contemporaine* « [Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique. Entretien](#) », ainsi qu'un chapitre de livre intitulé "La réforme du système de sécurité malien" dans l'ouvrage de Peer de Jong, *G5 Sahel : une initiative régionale pour une nouvelle architecture de paix*, édité dans la collection "Stratégies africaines de sécurité" chez l'Harmattan. Elle a aussi publié un article intitulé "[Link the SSR Process to Transitional Justice in the Central African Republic](#)" pour le blog *Peacelab*. Enfin, elle a participé à l'atelier "Impliquer la société civile dans les réformes du secteur de la sécurité et de la justice" à Addis Abeba en Éthiopie du 5 au 7 septembre.
- Invité par l'Institut militaire de Québec (IMQ), le 6 septembre dernier, Bruno Charbonneau a présenté [les résultats des travaux du Centre FrancoPaix sur les enjeux internationaux au Mali](#), devant plus de deux cents membres des Forces armées canadiennes à la base militaire de Valcartier.
- Elisa Lopez Lucia a publié dans le blog "Security praxis" avec Philipp Lottholz [un article](#) sur la coopération entre chercheurs, politiques et praticiens dans le domaine de la sécurité et du développement.
- Jonathan Sears a publié le 23 septembre dans "The Conversation" [un article](#) concernant les élections législatives de cet automne au Mali. Il a obtenu plusieurs bourses et subventions de recherche de la part de la *Canadian Mennonite University* : *Canadian Mennonite University Internal Research Grant* (2018-19), *Canadian Mennonite University Scholarly Travel Fund* (2018-19). Enfin, il est intervenu le 17 août dans le cours de la sénatrice Marilou McPhedran à l'Université de Winnipeg sur la situation des droits humains au Mali.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

Canada 